





- Nous conforterons l'Alsace dans l'espace rhénan et renforcerons ses liens avec les régions voisines.
- Nous referons de l'Alsace une région prospère, attractive pour les entreprises et les salariés. Nous soutiendrons nos PME, développerons l'apprentissage et maintiendrons la paix sociale.
- Nous créerons une collectivité unique d'Alsace en associant tous les Alsaciens à ce projet. Pour une Alsace unie, plus forte, plus démocratique, plus efficace et avec moins d'élus.
- Nous maintiendrons et développerons le Droit Local et, avec lui, notre régime d'assurance maladie bénéficiaire, nos deux jours fériés supplémentaires, le Concordat et le repos dominical
- Nous conforterons et développerons l'enseignement de l'allemand et de l'alsacien.
- Nous voulons que les Alsaciens soient consultés sur la politique énergétique qu'ils souhaitent pour l'Alsace et notamment sur la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim.

## NON à L'ACAL OUI ÀLA LORRAINE!







- Nous créerons un Conseil Unique de Lorraine, pour une région forte, proche des Lorrains, efficace et respectueuse du contribuable.
- Nous ferons de la Lorraine une région high-tech et créatrice d'emplois à forte valeur ajoutée. Nous redynamiserons la Meuse, les Vosges et les anciens bassins industriels.
- Nous valoriserons les spécificités de la Moselle en coofficialisant la langue régionale (dialecte et allemand standard), en généralisant l'offre d'enseignement bilinque ainsi qu'en sauvegardant
- le Droit local, voire en l'étendant à l'ensemble de la Lorraine.
- Nous développerons la coopération transfrontalière avec la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, le Luxembourg et la Belgique.
- La Lorraine n'est pas une poubelle! Nous nous opposons fermement à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure et demandons à ce que les Lorrains soient consultés sur la politique énergétique à mener.

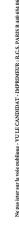
## NON AL'ACAL

## **OUI ALA CHAMPAGNE-ARDENNE!**





- Nous garderons notre région Champagne-Ardenne et la ferons fonctionner de façon plus responsable avec plus d'efficacité dans l'utilisation de l'argent public.
- Nous rendrons à Châlons-en-Champagne son statut de capitale régionale.
- Nous agirons en matière de santé publique en menant une politique spécifique d'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et de maintien de la biodiversité dans l'intérêt de notre agriculture.
- Nous encouragerons les circuits courts de production, gages d'emplois de proximité et l'agriculture biologique, gage de santé et de pérennité.
- Nous lutterons contre la désertification de nos territoires et mettrons en place un fond d'investissement régional public pour soutenir la création, le développement et la transmission des entreprises. Nous profiterons de la proximité avec la région parisienne pour encourager l'implantation d'entreprises spécialisées dans les solutions pour la transition énergétique.





RASSEMBLEMENT CONTRE LA FUSION FORCÉE ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE









Si rien n'est fait, le 1er janvier prochain, le gouvernement supprimera nos régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne et les fusionnera de force pour former un méga-ensemble dit « ACAL ».

Pour nos emplois, notre avenir et celui de nos enfants, nous refusons ce déni de démocratie et cette absurdité.



Personne ne veut de cette méga-région, à part quelques élus en mal d'indemnités et de postes. Cette réforme est d'ailleurs illégale car selon la loi, les populations concernées auraient dû être consultées par référendum. Or cela n'a pas été fait. Est-ce acceptable dans une démocratie et dans un Etat de droit?

Cette réforme aura de lourdes conséquences sur le quotidien. En effet, à terme, elle impactera non seulement les compétences des conseils régionaux (lycées, formation professionnelle, transports...) mais également l'ensemble des services publics (Education nationale, hôpitaux, développement économique et touristique, environnement, culture, sports...).

Dépourvue de toute cohérence économique, géographique, historique ou culturelle, cette méga-région sera incapable de conduire des politiques adaptées. Chacun sait que les besoins de l'Alsace, de la Lorraine ou de Champagne-Ardenne sont différents et nécessitent des politiques différentes!

Et que dire de la proximité ? Dans cette « méga-région », grande comme deux fois la Belgique, nos territoires, déjà durement touchés par l'abandon des pouvoirs publics, seront marginalisés au profit des métropoles. A cause de sa taille démesurée, l'ACAL ne générera aucune économie mais toujours plus de bureaucratie et de dépenses de fonctionnement. Ainsi, les indemnités des élus seront augmentées de plus de 30%. Enfin, l'ACAL sera dotée de moyens ridicules par rapport à sa taille. Son budget (2,4 Mrds €) n'atteint même pas celui d'un département comme la Seine-Saint-Denis (2,6 Mrds €). Cette réforme est dangereuse et inutile!

## **OUI** À NOS **RÉGIONS!**

Que ce soit l'Alsace, la Lorraine ou Champagne-Ardenne, nos régions ont de l'avenir car elles représentent une réalité économique et géographique et possèdent une vraie identité. Leur notoriété européenne et mondiale est un atout économique qui disparaîtra avec l'ACAL.

Gardons nos régions et donnons-leur plus d'autonomie et de moyens. Ainsi nous aurons des régions qui gagnent, comme chez nos voisins suisses, luxembourgeois ou allemands. Bâtissons des régions fortes de leur identité, solidaires et travaillant en bonne intelligence. C'est ainsi que nous pourrons recréer de l'emploi, développer nos entreprises, améliorer les transports ferroviaires et routiers, développer les projets de coopération transfrontalière, arriver à l'autonomie énergétique et alimentaire de nos territoires.

Tous les partis politiques parisiens vous ont abandonnés : que ce soit les socialistes qui veulent imposer l'ACAL ou les Républicains et le FN qui s'en accommodent finalement très bien. Mais, ensemble, avec les 85% des Alsaciens, les 70% des Lorrains et les 71% des Champenois et Ardennais opposés à cette mégarégion, nous pouvons stopper net cette réforme absurde. Avec votre soutien, nous ferons ce que les élus sortants n'ont pas eu le courage de faire : exiger et obtenir le retrait immédiat de la création de l'ACAL et organiser un référendum dans chaque région (Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne) afin que les citoyens puissent eux-mêmes décider de leur avenir.

LE GOUVERNEMENT NE NOUS À PAS CONSULTÉS ET NE NOUS À PAS ÉCOUTÉS : FAISONS DE CES ÉLECTIONS RÉGIONALES UN RÉFÉRENDUM CONTRE L'ACAL!

LE 6 DÉCEMBRE, VOTONS

